



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/26581
14 octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN EL SALVADOR

INTRODUCTION

1. L'objet du présent rapport est de faire savoir au Conseil de sécurité où en est l'application des recommandations de la Commission de la vérité, qui font partie des Accords de paix pour El Salvador. La Commission de la vérité a été créée en application des Accords de Mexico du 27 avril 1991 (S/23130) et chargée d'enquêter sur les cas graves de violence qui se sont produits depuis 1980 et dont l'impact sur la société exige que le public connaisse la vérité dans les plus brefs délais. Par les Accords de Mexico, les parties se sont engagées à appliquer les recommandations de la Commission.

2. La Commission a publié son rapport le 15 mars 1993 (S/25500, annexe). Ce rapport contenait une quarantaine de recommandations classées sous quatre rubriques :

- a) Recommandations découlant directement des enquêtes de la Commission;
- b) Elimination des causes structurelles directes des incidents ayant fait l'objet d'enquêtes;
- c) Réformes institutionnelles destinées à empêcher la répétition de tels faits;
- d) Mesures de réconciliation nationale.

3. Comme je l'ai indiqué dans mon rapport du 21 mai 1993 (S/25812, par. 53), les recommandations de la Commission exigent une large gamme de mesures administratives, législatives et constitutionnelles. L'action à entreprendre incombe non seulement au Gouvernement salvadorien et au Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN), mais aussi à des particuliers et à des institutions, en particulier à l'Assemblée législative et à la Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ). La COPAZ, créée par les Accords de paix en tant qu'institution nationale chargée de superviser l'application de tous les accords, comprend des représentants du Gouvernement, du FMLN et de tous les partis politiques représentés à l'Assemblée législative actuelle.

4. Après la parution du rapport de la Commission, le Gouvernement a formulé de sérieuses réserves concernant l'applicabilité des recommandations de la

Commission. Vu ces réserves et compte tenu aussi du nombre d'institutions devant participer à la mise en oeuvre des recommandations, j'ai fait faire une analyse détaillée des recommandations. Cette analyse, qui a été communiquée au Conseil de sécurité le 25 mai 1993 (S/25812/Add.3), avait pour objet de déterminer si l'une quelconque des recommandations dépassait le mandat de la Commission ou était incompatible avec la Constitution, et de préciser les mesures qui devaient être prises, par qui (les "destinataires") et dans quel délai. Le 20 mai 1993, j'ai communiqué cette analyse au Gouvernement, au FMLN et à la COPAZ et j'ai prié chacun d'entre eux de me faire savoir avant le 20 juin 1993 les mesures qu'ils auraient prises ou envisagé de prendre pour appliquer les recommandations qui leur étaient adressées et pour faciliter l'application des autres. Dans les lettres que j'ai adressées au Gouvernement et au FMLN, j'ai souligné les mesures que chacun d'entre eux devait prendre pour faciliter l'application des recommandations destinées à la COPAZ.

5. Seule l'une des recommandations de la Commission - celle qui concerne l'incapacité juridique d'exercer une charge ou fonction publique - a été considérée comme ne pouvant pas être appliquée; elle n'est en effet pas compatible avec des dispositions fondamentales de la Constitution et contredit une autre recommandation faite par la Commission concernant la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, lesquels excluent la privation des droits politiques de la façon recommandée par la Commission de la vérité.

I. POSITIONS DU GOUVERNEMENT, DU FMLN ET DE LA COPAZ

6. Depuis la parution de mon dernier rapport, les recommandations de la Commission ont fait l'objet de nombreux dialogues et échanges de communications entre le Secrétariat d'une part, et le Gouvernement, le FMLN et la COPAZ d'autre part. Cela n'a pas permis de faire lever toutes les réserves que le Gouvernement avait émises au départ. Toutefois, j'ai systématiquement souligné que les signataires des Accords de Mexico s'étaient engagés sans réserve à appliquer les recommandations de la Commission; que l'ONU, pour sa part, avait l'obligation de vérifier que les signataires se conformaient à cet engagement; et qu'il était nécessaire qu'ils prennent des mesures visant non pas à punir des particuliers, mais à empêcher l'impunité, à renforcer le système judiciaire, à promouvoir le respect des droits de l'homme et à faciliter la réconciliation nationale. L'ONUSAL encourage les signataires à agir dans cette optique et elle offre une aide aux diverses institutions qui participent au processus de mise en oeuvre. La Division des droits de l'homme, en particulier, se tient en contact étroit avec le Gouvernement pour tout ce qui a trait à l'application des 19 recommandations qu'elle avait faites précédemment et qui ont été reprises par la Commission de la vérité.

7. L'état d'avancement de la mise en oeuvre de chacune des recommandations de la Commission est décrit dans un rapport de l'ONUSAL qui est joint en annexe au présent document. Lorsque la mise en oeuvre d'une recommandation suppose l'adoption de mesures législatives, l'ONUSAL indique si, à son avis, les mesures envisagées correspondent bien à l'intention de la Commission.

8. A la suite de ma lettre du 20 mai 1993, le Gouvernement, le FMLN et la COPAZ m'ont communiqué leur position concernant les recommandations de la Commission. Dans une lettre datée du 11 juin 1993, le Coordonnateur général du

FMLN, M. Schafik Handal, a décrit la position du FMLN à l'égard des deux recommandations qui lui étaient adressées : il semblait impossible de priver quiconque par la loi de la possibilité d'exercer une charge ou fonction publique, mais le FMLN serait prêt à accepter que les membres du Front visés par la recommandation se disqualifient eux-mêmes, à condition que les membres du Gouvernement et les militaires concernés fassent de même. M. Handal a aussi décrit les efforts faits par le FMLN pour promouvoir l'application des recommandations adressées à la COPAZ.

9. Dans une lettre datée du 23 juin 1993, le Coordonnateur de la COPAZ m'a fait savoir que la COPAZ avait commencé à examiner les recommandations de la Commission en mars, mais qu'il lui fallait analyser de plus près certaines questions avant de pouvoir se prononcer. Toutefois, elle se proposait d'accélérer l'examen du rapport afin de pouvoir me communiquer sa position le plus tôt possible. Par la suite, le 10 septembre 1993, j'ai reçu de la COPAZ un rapport préliminaire décrivant la suite donnée à toutes les recommandations relevant des rubriques I et II (voir S/25500, annexe, sect. V). L'analyse de l'ONUSAL qui est jointe en annexe au présent document tient compte de ce rapport préliminaire. Des informations complémentaires sur les autres recommandations sont attendues sous peu de la COPAZ.

10. A la suite de plusieurs échanges de vues entre l'ONUSAL et le Gouvernement salvadorien, le Président Cristiani m'a fait savoir, dans une lettre du 13 juillet 1993, qu'ayant analysé l'ensemble des recommandations de la Commission, le Gouvernement estimait être en mesure d'appliquer toutes ces recommandations, à l'exception de celles qui relevaient des trois catégories suivantes : a) celles qui supposent de licencier des fonctionnaires ou de priver certains de la possibilité d'exercer une charge ou fonction publique; b) celles qui supposent l'adoption de réformes constitutionnelles; et c) celles dont la mise en oeuvre devait être engagée et menée à bien par le pouvoir judiciaire, en l'occurrence la Cour suprême. Ces trois catégories sont examinées ci-après.

A. Licenciements et privation par la loi de la possibilité d'exercer une fonction publique

11. La COPAZ a étudié de façon approfondie les recommandations sur ces points et est parvenue à la même conclusion en ce qui les concerne. Dans une lettre datée du 9 août 1993, le Coordonnateur de la COPAZ m'a fait savoir que celle-ci avait décidé que "toute formule de mise en oeuvre devait être conforme à l'objectif général consistant à garantir à tous les Salvadoriens sans exception une entière participation à l'avenir du pays, ainsi qu'à l'objectif plus large de la réconciliation nationale". Sur la base de cette conclusion, le Coordonnateur me priait d'aider la COPAZ – institution créée par les Accords de paix pour représenter la société civile salvadorienne – à réaliser ces objectifs.

12. Par la suite, j'ai reçu du Coordonnateur général du FMLN une lettre datée du 19 septembre 1993, dans laquelle il soulignait que les recommandations relatives aux licenciements et à la privation de la possibilité d'exercer une fonction publique étaient indépendantes les unes des autres. A son avis, par conséquent, s'il n'était pas possible d'appliquer ces dernières, il fallait quand même appliquer la recommandation relative au limogeage d'officiers (il ne

se prononçait pas dans sa lettre sur l'applicabilité du licenciement des fonctionnaires).

13. Le mandat confié à l'ONU en El Salvador consiste à vérifier que les parties se conforment aux engagements qu'elles ont pris en signant les Accords de paix; or, les recommandations de la Commission de la vérité font partie intégrante de ces accords. Tout en insistant sur l'obligation des signataires d'honorer ces engagements, j'ai indiqué que, si les signataires et les Salvadoriens dans leur ensemble (tels que représentés par la COPAZ par exemple) convenaient que telle ou telle disposition ne devait pas être appliquée, je serais prêt à recommander au Conseil de sécurité de ne pas considérer la non-application de cette disposition comme une violation des Accords. Encore que cela ne soit pas parfaitement clair, il semble, d'après la lettre que m'a adressée la COPAZ, qu'il existe un consensus selon lequel les recommandations figurant aux sections IA, B et C du rapport de la Commission de la vérité ne devraient pas être mises en oeuvre. Toutefois, la lettre envoyée par la suite par le Coordonnateur général du FMLN ne semblait pas confirmer cette interprétation. J'ai donc décidé de demander des précisions à la COPAZ.

B. Réforme constitutionnelle

14. Aux termes de la Constitution salvadorienne, toute réforme de la Constitution doit être ratifiée par deux législatures successives. Par conséquent, si les réformes constitutionnelles demandées par la Commission de la vérité ne sont pas ratifiées par l'Assemblée législative actuelle, elles ne pourront pas être appliquées avant 1997, à supposer qu'elles soient ratifiées d'abord par l'Assemblée législative qui sera élue en mars 1994, puis par celle qui sera élue trois années plus tard. Il est donc indispensable que les démarches commencent avant la fin du mandat de l'Assemblée actuelle.

15. Une autre complication tient au fait que, en vertu de la Constitution salvadorienne, l'exécutif n'est pas habilité à proposer des réformes constitutionnelles. La faculté qu'a le Gouvernement de garantir l'application d'amendements constitutionnels est donc limitée. Toutefois, dans ma lettre du 20 mai 1993, j'ai insisté sur le fait que le Gouvernement a l'obligation de prendre les mesures politiques nécessaires pour promouvoir l'application des recommandations qui appellent un amendement de la Constitution. Le 9 août 1993, le Président Cristiani a fait savoir au Président de l'Assemblée législative que le Gouvernement était résolu à promouvoir quatre réformes constitutionnelles rendues nécessaires par les recommandations de la Commission (recommandations III.A.I., 2. et 4. et III.B.2.). Il avait informé l'ONU qu'il n'était ni de la compétence ni du pouvoir de l'exécutif de proposer des réformes constitutionnelles et qu'il renvoyait donc la question à l'Assemblée législative pour examen.

16. Je comprends bien que l'exécutif n'a guère les moyens de promouvoir des réformes constitutionnelles, mais j'espère que les quatre amendements constitutionnels envisagés — qui répondraient à la nécessité de décentraliser les pouvoirs et les compétences détenus par la Cour suprême — recevront un appui ferme de la part du Gouvernement. La réforme de la Cour suprême est en effet un élément important des réformes judiciaires recommandées par la Commission de la vérité afin de garantir que les responsables d'actes de violence ne bénéficient plus jamais de l'impunité dont ils jouissaient pendant le conflit. Je demande

/...

donc instamment aux signataires des Accords de paix, en particulier au Gouvernement, de profiter pleinement de la faculté qui est donnée à la COPAZ de rédiger des projets de loi liés à l'application des Accords.

C. Recommandations à appliquer par le pouvoir judiciaire par l'intermédiaire de la Cour suprême

17. La Commission de la vérité s'est référée expressément au fait que certaines de ses recommandations appelaient des mesures ou des initiatives de la part d'organes de l'Etat autres que l'exécutif. Elle a souligné qu'en pareil cas, l'engagement pris par le Gouvernement d'appliquer les recommandations signifiait qu'il devait prendre les mesures et initiatives voulues pour faire en sorte que les recommandations soient mises en oeuvre par les mécanismes gouvernementaux compétents (S/25500, annexe, sect. V.3).

II. OBSERVATIONS

18. Comme il ressort clairement du rapport de l'ONUSAL figurant en annexe ci-après, des mesures ont été prises concernant un grand nombre de recommandations faites par la Commission de la vérité. Toutefois, rien n'a été fait encore en ce qui concerne les recommandations relatives au licenciement et à la privation de la possibilité d'exercer une fonction publique, celles qui supposent des amendements constitutionnels, ni celles qui concernent le droit d'amparo (III.B.2.) ou la juridiction de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (III.B.3.). Dans la plupart des cas, l'application n'a fait que commencer; des projets de loi sont actuellement étudiés par des services gouvernementaux ou des organes législatifs, ou bien le Gouvernement est en train de prendre des mesures préliminaires.

19. A une réunion de haut niveau tenue le 8 septembre 1993, à laquelle l'ONUSAL a participé, le Gouvernement et le FMLN ont convenu de la nécessité d'accélérer le processus en vue de se débarrasser de cette question avant le 20 novembre 1993, date à laquelle la campagne électorale doit commencer. Je demande instamment au Gouvernement, au FMLN, à la COPAZ et aux autres institutions participant à l'application des recommandations de la Commission de n'épargner aucun effort pour réaliser cet objectif. A cette fin, j'ai demandé à mon Représentant spécial, M. Ramirez-Ocampo, d'aider les intéressés à convenir d'un calendrier en vue de l'application du plus grand nombre possible des recommandations non encore mises en oeuvre.

20. Je tiendrai le Conseil de sécurité au courant de l'évolution de la question.

ANNEXE

Etat d'avancement de l'application des recommandations
de la Commission de la vérité

I. RECOMMANDATIONS DECOULANT DIRECTEMENT DES ENQUETES DE LA COMMISSION*

I.A. Démettre de leurs fonctions et licencier des forces armées les officiers dont les noms figurent dans le rapport et qui sont personnellement impliqués dans la perpétration ou la dissimulation des faits ou qui n'ont pas rempli l'obligation à laquelle ils étaient tenus, de par leurs fonctions, d'engager la procédure d'enquête sur les actes de violence graves et de répression desdits actes, ou de collaborer à cette procédure

1. Huit des officiers qui relèvent de cette catégorie sont encore en poste (voir les paragraphes 11 à 13 du corps du présent rapport sur la question du licenciement et de la privation de la possibilité d'exercer une fonction publique).

I.B. Démettre de leurs fonctions les fonctionnaires civils de l'administration publique et de la magistrature dont les noms figurent dans le rapport et qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ont dissimulé des actes de violence graves ou ne se sont pas acquittés de leurs responsabilités respectives lors des enquêtes menées sur ces actes

2. L'un des civils mentionnés dans le rapport n'appartient pas actuellement à la fonction publique, bien qu'il représente le Gouvernement à la COPAZ. Deux juges et un médecin légiste ont également été cités dans le rapport. Leur licenciement relève de la compétence du pouvoir judiciaire (voir les paragraphes 11 à 13 du corps du présent rapport sur la question du licenciement et de la privation de la possibilité d'exercer une fonction publique. Il convient par ailleurs de noter que le Conseil national de la magistrature a commencé son évaluation de tous les juges).

I.C. Déclarer en droit les personnes visées dans les recommandations, tout comme celles également impliquées dans les actes de violence décrits, y compris les civils et les membres du commandement du FMLN cités dans les conclusions relatives aux divers cas, incapables d'exercer une quelconque charge ou fonction publique pendant au moins 10 ans et, à titre définitif, toute activité liée à la sécurité publique ou à la défense nationale

3. Dans cette rubrique, la Commission a par ailleurs recommandé que les organismes habilités à désigner ceux qui doivent exercer une charge publique ne désignent pas les personnes visées à la section I.C. A cet égard, le fait que le Gouvernement ait nommé le Président de la Cour suprême au Comité juridique interaméricain semble contraire à l'esprit, sinon à la lettre, de la recommandation de la Commission (voir les paragraphes 11 à 13 du corps du rapport).

* Les titres renvoient aux sections correspondantes du document S/25500, annexe, chapitre V.

I.D.a) Amener les membres actuels de la Cour suprême de justice à se démettre de leurs fonctions pour permettre l'application immédiate de la réforme constitutionnelle relative à l'élection des magistrats de la Cour

4. Cette recommandation ne lie pas le Gouvernement, car son application dépend entièrement de la volonté des membres de la Cour de se démettre de leurs fonctions. Or, ceux-ci ont déclaré publiquement qu'ils ne démissionneraient pas. Il convient de noter que le mandat des membres de la Cour expire en juin 1994. A cette date, l'Assemblée législative nouvellement élue désignera les nouveaux membres de la Cour, conformément aux articles pertinents de la Constitution, qui doivent être révisés sur la base des Accords de paix.

5. La COPAZ a demandé que la Cour suprême indique les bases juridiques sur lesquelles elle fonde sa position en la matière.

I.D.b) Procéder à la réforme de la loi sur le Conseil national de la magistrature de manière que les membres du Conseil ne puissent être destitués par l'Assemblée législative que pour des motifs juridiques précis

6. Une équipe interdépartementale du Gouvernement est en train de mettre au point un projet d'amendement à la loi sur le Conseil national de la magistrature, qui vise à fixer des motifs juridiques précis pour la destitution des membres du Conseil mais sans transférer cette responsabilité à l'Assemblée législative. Selon l'interprétation du Gouvernement en effet, pareil transfert exigerait d'amender la Constitution. L'ONUSAL estime pour sa part qu'un amendement à la loi sur le Conseil national de la magistrature (et non un amendement à la Constitution) suffirait à régler le problème posé par la recommandation puisque cette question est traitée à l'article 49 de la loi.

7. La COPAZ a décidé de définir avec précision les motifs de destitution des membres du Conseil national de la magistrature.

I.E. Procéder à la réforme de la loi sur la carrière judiciaire de manière que seuls puissent rester en fonctions les juges qui, selon une évaluation rigoureuse effectuée par le Conseil national de la magistrature, ont fait la preuve de leur dévouement à leurs fonctions, de leur efficacité et de leur intérêt pour les droits de l'homme et qui sont entourés dans leurs activités de toutes les garanties d'indépendance, du respect des critères judiciaires, d'honnêteté et d'impartialité

8. Une commission technique a été constituée par l'Assemblée législative pour présenter de nouveaux amendements à la loi sur la carrière judiciaire, qui avait été partiellement réformée en 1992. Il n'est pas encore possible de donner des précisions sur la façon dont la loi sera amendée, car la Commission n'a pas encore établi de projet de texte.

9. Il convient de noter que le Conseil national de la magistrature, qui a été élu par consensus et est pleinement opérationnel depuis juin 1993, a récemment commencé à procéder à une évaluation des juges, ayant demandé à l'ONUSAL de coopérer en fournissant des renseignements sur ceux qui ont commis des irrégularités. La Cour suprême a déclaré que l'évaluation entreprise par le Conseil renforcerait le corps judiciaire et que la Cour en accueillerait favorablement les conclusions.

10. La COPAZ a demandé au Conseil national de la magistrature d'indiquer les éléments ou critères pris en considération pour l'évaluation des juges.

II. ELIMINATION DES CAUSES STRUCTURELLES DIRECTES DES INCIDENTS AYANT FAIT L'OBJET D'ENQUETES

Application intégrale des Accords de paix

11. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fait régulièrement rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale sur l'application des Accords de paix. Dans son dernier rapport au Conseil de sécurité, paru le 21 mai 1993 (S/25812), il a relevé, parmi les succès enregistrés dans le processus de paix, le respect total par les deux parties d'un cessez-le-feu prolongé, la célébration de la fin officielle du conflit armé et la conversion du FMLN en parti politique. Il a aussi noté que des progrès considérables avaient été faits en ce qui concerne l'établissement d'un contrôle civil sur les militaires, le début de la mise en place d'une force de police civile, la réunification de la société salvadorienne et la démocratisation des institutions nationales. Toutefois, le Secrétaire général a fait observer que les efforts devaient être intensifiés pour régler différents aspects importants des Accords de paix, en particulier le programme de transfert des terres, la mise en place définitive de la police civile nationale et la récupération des armes de combat. Le Secrétaire général soumettra en novembre 1993 son prochain rapport au Conseil de sécurité sur l'application des Accords de paix.

II.A. Réformes concernant les forces armées

12. Des réformes structurelles des forces armées ont déjà été menées à bien en application des Accords de paix, grâce à l'adoption d'amendements constitutionnels visant pour l'essentiel à garantir que les forces armées sont subordonnées en droit à l'autorité civile. Ces réformes consistent essentiellement à retirer les fonctions de police du domaine militaire; à purifier les forces armées en fonction d'une évaluation de leurs membres faite par une commission spéciale; à arrêter de nouveaux principes pour la doctrine des forces armées ainsi qu'un nouveau système d'enseignement; à réduire les forces armées de moitié environ; à supprimer la Direction nationale du renseignement et à la remplacer par un nouvel organe de renseignement d'Etat, placé sous contrôle civil; à dissoudre les bataillons d'intervention rapide qui avaient été constitués aux fins du conflit armé; et à interdire les forces ou groupes paramilitaires, y compris à dissoudre les forces de défense civile et à supprimer le service territorial remplacé par un nouveau système de réserve. Ces réformes ont supposé l'adoption d'un certain nombre de mesures juridiques.

II.A.1. Créer une commission spéciale de l'Assemblée législative chargée de superviser la réorganisation des forces armées

13. Comme prévu dans son règlement intérieur, l'Assemblée législative est habilitée à nommer des commissions spéciales chargées d'étudier des questions d'intérêt national et à adopter les conclusions ou recommandations qu'elle juge appropriées sur la base du rapport de ces commissions. Aucune commission spéciale n'a été créée pour s'acquitter des tâches mentionnées à la rubrique II.A.1, mais la COPAZ a formellement recommandé à l'Assemblée législative qu'une

commission existante, la Commission chargée de la sécurité publique et de la défense, s'occupe de cette tâche à titre prioritaire.

II.A.2, 3, 4. Révision intégrale de la réglementation applicable aux forces armées

14. Cette recommandation est appliquée au moyen des amendements et/ou autres mesures législatives déjà approuvés par l'Assemblée législative à l'initiative du pouvoir exécutif. Actuellement, l'Assemblée est saisie d'un projet de nouvelle loi fondamentale pour la défense nationale, soumis par l'exécutif. En ce qui concerne les paragraphes II.A.2 et 3, le projet répond aux conditions fixées dans les Accords de paix et prévoit en droit des limites au principe du "devoir d'obéissance". En ce qui concerne le paragraphe II.A.4, le Code de justice militaire, qui est le texte juridique applicable en la matière, ne prévoit pas spécifiquement de sanctions en cas de violations des droits de l'homme.

15. La COPAZ s'est fixé pour tâche de revoir la législation militaire en vigueur afin de déterminer si l'une quelconque de ses dispositions est contraire à la Constitution. La COPAZ a aussi décidé de proposer, en ce qui concerne les paragraphes II.A.3 et 4, des amendements prévoyant la création d'un mécanisme applicable en cas de refus d'obéissance à des ordres illégaux et l'adoption de sanctions en cas d'abus de pouvoir et de violations des droits de l'homme.

II.A.5. Inscrire l'étude des droits de l'homme au programme des écoles militaires

16. L'étude des droits de l'homme, du droit constitutionnel et du droit international humanitaire a été inscrite au programme des écoles militaires et des cours d'état-major. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL aidera à opérer une révision globale des programmes existants pour s'assurer qu'ils sont compatibles avec les nouveaux cours. Elle participe activement à l'organisation de cours et séminaires destinés entre autres aux officiers, qui sont consacrés aux droits de l'homme, à la sociologie militaire et aux relations entre militaires et civils. Ils sont organisés au Ministère de la défense, au quartier général interarmes, à l'Ecole des hautes études stratégiques et dans d'autres établissements. Ils bénéficient de l'appui personnel du nouveau Ministre de la défense qui, avant d'assumer ses fonctions actuelles, était responsable de la mise au point et de l'exécution de ces éléments cruciaux des Accords de paix.

17. Le 20 septembre 1993, la Division des droits de l'homme a soumis au Ministre de la défense, pour examen, un projet intitulé "Projet de coopération entre la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL et la Direction de la doctrine militaire et de la formation militaire". Ce projet prévoit que la Division des droits de l'homme fournirait un appui technique aux enseignants, militaires et civils, des centres de formation militaire. Elle organiserait aussi des conférences et un séminaire international avec la participation d'experts étrangers.

18. Enfin, une révision approfondie des programmes d'enseignement militaire (voir également sect. III.B, recommandation 15, de la Division des droits de l'homme) a été entreprise par le Conseil académique de l'Ecole militaire. Comme

décidé au sein de la COPAZ, le Conseil académique est composé de quatre membres militaires et de quatre membres civils, ainsi que du Directeur de l'Ecole qui en assure la présidence.

19. La COPAZ a demandé au Ministre de la défense de présenter un rapport sur la question sur laquelle porte cette recommandation.

II.A.6. Prévoir une formation militaire à l'extérieur dans des écoles dispensant un enseignement reposant sur le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme

20. Cette recommandation est appliquée dans le cadre de la réforme des forces armées, au moyen de stages de formation entrepris dans plusieurs pays démocratiques. La COPAZ a pris note des informations fournies par le Gouvernement sur les accords passés avec divers pays concernant la formation technique du personnel militaire.

II.A.7. Donner la priorité à la suppression de la relation entre les militaires et groupes paramilitaires ou illégaux

21. Le Tribunal d'honneur des forces armées a été constitué comme stipulé dans les Accords de paix (chap. I.12.C). Le Tribunal est composé de sept officiers (échelonnés entre le grade de général et celui de sous-lieutenant) nommés pour un an, et son règlement interne a été soumis à l'ONUSAL en 1992. Comme stipulé dans l'Accord, le Tribunal est compétent pour juger des actes contraires à l'honneur militaire, indépendamment du système judiciaire.

22. L'ONUSAL n'a constaté aucune relation institutionnelle entre les membres des forces armées et des groupes paramilitaires ou illégaux.

23. La COPAZ a demandé au Gouvernement de présenter un rapport sur cette question.

II.B. Réformes en matière de sécurité publique

24. D'importantes réformes ont été réalisées ou sont mises en chantier dans la foulée des Accords de paix.

25. Le fonctionnement de l'Académie nationale de sécurité publique va s'améliorant depuis le moment de sa création. A ce jour, six promotions scolaires du niveau élémentaire sont sorties de l'Académie. De ce fait, quelque 2 000 membres de la police civile nationale sont aujourd'hui déployés dans cinq départements en El Salvador. Un déploiement partiel a également eu lieu dans la capitale et à Usulután. Ces policiers sont actuellement placés sous les ordres de commandants permanents.

26. On envisage d'admettre chaque mois environ 400 étudiants au niveau élémentaire pour le restant de la période de transition prévue jusqu'au déploiement intégral de la police civile nationale. Au total, environ 5 700 policiers devraient donc avoir obtenu leur diplôme d'ici à juillet 1994. Un deuxième cycle de cours du niveau moyen et du niveau supérieur doit commencer bientôt à l'Académie. Deux cent quarante policiers seront ainsi formés.

27. Selon un plan présenté par le Gouvernement, la police civile nationale sera déployée dans 8 à 10 départements d'ici à la fin de 1993. Le déploiement intégral dans les 14 départements d'El Salvador devrait être achevé entre août et octobre 1994. Le Gouvernement a informé la COPAZ de son plan de déploiement des divisions fonctionnelles de la police civile nationale. L'Académie a déjà commencé à former le futur personnel des divisions du trafic et des finances dont le déploiement devrait commencer respectivement en octobre et en novembre 1993. Un plan opérationnel en vue du retrait progressif de la police nationale a été présenté par le Gouvernement le 11 octobre 1993.

28. La réalisation de cet élément clef des Accords de paix est subordonnée à une affectation adéquate des ressources grâce à une assistance technique et financière constante de la communauté internationale.

29. Lorsqu'on recrute les membres de la police civile nationale, on veille à maintenir un équilibre entre les candidats du FMLN et ceux de la police nationale, chacune de ces catégories étant représentée à concurrence de 20 % aux niveaux élémentaire, moyen et supérieur. Les autres candidats (60 %) sont des civils à part entière. La nomination, au 1er juin 1993, d'un ancien capitaine de l'armée, chef du Groupe de lutte contre les stupéfiants, au poste de directeur adjoint de la police civile nationale a suscité un certain émoi. Le Gouvernement a indiqué à l'ONUSAL que l'ex-capitaine en question avait démissionné de l'armée avant qu'intervienne sa nomination, laquelle était de nature politique et ne s'inscrivait pas dans le cours normal d'une carrière. Le Gouvernement a également fait valoir que l'intéressé avait bénéficié d'une excellente formation en vue de ses nouvelles fonctions, ce qui constituait un élément important, compte tenu des exigences du poste. Le FMLN s'est insurgé contre la nomination. L'affaire a été réglée le 8 septembre, le FMLN acceptant la nomination à titre exceptionnel et à condition qu'elle ne constitue pas un précédent. Les deux autres postes politiques de la police civile nationale, ceux de directeur général et d'adjoint à la gestion, sont occupés par des civils.

30. Les accords complémentaires signés le 22 décembre 1992 prévoyaient la possibilité de muter des membres du Groupe de lutte contre les stupéfiants et de la Commission d'enquête criminelle dans les divisions fonctionnelles correspondantes de la police civile nationale, moyennant une évaluation sujette à vérification par l'ONUSAL et un complément de formation à l'Académie nationale de sécurité publique. L'évaluation du personnel et les cours de formation complémentaire ont commencé au mois d'août. L'ONUSAL a commencé à vérifier ce processus le 10 septembre, sur la demande du Gouvernement. Certains éléments du Groupe de lutte contre les stupéfiants ont déjà rallié les rangs de la police civile nationale, en dépit du fait que l'ONUSAL n'a pas encore été en mesure de parachever sa tâche de vérification. C'est ainsi que les renseignements demandés au Gouvernement, comme la liste des membres du Groupe de lutte contre les stupéfiants et de la Commission d'enquête criminelle au 22 décembre 1993 et d'autres documents, n'ont pas encore été fournis à l'ONUSAL. Celle-ci a également fait des recommandations relatives au processus de mutation, sans qu'il y ait été répondu à ce jour.

31. La COPAZ a demandé au Gouvernement de poursuivre ses efforts dans le sens du respect du caractère civil de la police civile nationale.

II.C. Enquête sur les groupes illégaux

32. Les exécutions arbitraires qui ont eu lieu ces derniers mois donnent à craindre que des groupes illégaux ne soient à l'oeuvre et qu'ils utilisent des méthodes rappelant celles qui prévalaient autrefois. Comme cela est expliqué plus loin, le Gouvernement a accepté d'accorder la priorité aux enquêtes sur les exécutions arbitraires. En application de cette décision, un mécanisme a été créé en vertu duquel la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL fournit la liste des affaires justifiant une enquête spéciale au Ministre délégué auprès de la Présidence, au Ministre de la justice et à la Commission d'enquête criminelle.

33. Il faut noter que la Commission d'enquête criminelle doit être prochainement dissoute pour être intégrée dans la police civile nationale où elle s'appellera "Division des enquêtes criminelles", ses membres devant être mutés dans la police civile nationale selon la procédure décrite plus haut, au point II.B. La Division des enquêtes criminelles de la police civile nationale, qui sera placée sous la direction fonctionnelle du cabinet du Procureur général et agira en coordination avec l'ONUSAL, assignera un rang de priorité élevée aux enquêtes sur les groupes illégaux.

34. Pour empêcher la reconstitution de groupes illégaux, les forces de la défense civile et le service territorial ont été dissous et doivent être remplacés par un nouveau régime de réserves des forces armées. Les discussions engagées à la COPAZ au sujet d'un projet de loi portant réglementation des services de sécurité privés, qui ont été suspendues temporairement en raison d'autres priorités, devraient reprendre prochainement en vue d'élaborer un projet à présenter à l'Assemblée législative. Avant cela, la COPAZ doit mettre la dernière main à un projet de loi réglementant le port d'arme. Le Gouvernement a élaboré son propre projet, qu'il a déposé récemment à l'Assemblée législative aux fins d'adoption (voir aussi la section III.B.).

35. La COPAZ a toujours estimé qu'il fallait en priorité mener une enquête approfondie sur le phénomène des groupes illégaux, afin d'empêcher leur réapparition, comme en témoigne la récente communication adressée par la COPAZ au Président de la République pour demander à celui-ci d'utiliser tous les moyens dont il dispose pour régler promptement la question.

III. REFORMES INSTITUTIONNELLES DESTINEES À EMPECHER LA REPETITION DE TELS FAITS

III.A. Administration de la justice

Approfondir la réforme judiciaire

36. Plusieurs des mesures recommandées sous ce titre appellent des modifications de la Constitution. Le Président a adressé une lettre à l'Assemblée législative pour lui demander de prendre en considération les recommandations III.A.1., 2. et 4. et III.B.2. En vertu de la Constitution salvadorienne, toute proposition tendant à modifier la Constitution doit être présentée par au moins 10 membres de l'Assemblée législative. Sur la question des réformes constitutionnelles, voir les paragraphes 14 à 17 du corps du rapport.

37. Toutefois, en ce qui concerne l'obligation des juges de rendre compte au Conseil national de la magistrature de l'administration des ressources des tribunaux (III.A.3.), le Président estime, contrairement au point de vue exprimé par l'ONUSAL selon lequel une telle recommandation exigerait une modification de la Constitution, qu'il suffirait d'une modification de la loi.

38. D'autres recommandations visant à réformer le système judiciaire qui n'exigent pas une modification de la Constitution sont mises en oeuvre progressivement. Un projet de nouveau code de procédure pénale et un projet de loi concernant la délinquance juvénile, tous deux élaborés par le Ministère de la justice, font l'objet d'une consultation publique. Le projet de code de procédure prévoit l'institution d'une procédure orale et la publicité de toutes les phases de la procédure judiciaire, celle-ci garantissant les droits de la défense. Un projet de nouveau code pénal et un projet de nouvelle loi régissant les établissements pénitentiaires sont actuellement à l'examen. L'Assemblée législative a adopté plusieurs amendements aux lois existantes. D'autres modifications sont à l'examen ou doivent être prochainement présentées par le pouvoir exécutif en vue de leur adoption.

III.A.1. Déconcentrer les fonctions de la Cour suprême et de son Président

39. La mise en oeuvre de cette recommandation exige une modification de la Constitution (voir les paragraphes 14 à 16 du corps du présent rapport au sujet de la réforme de la Constitution).

40. Le Gouvernement a informé l'ONUSAL que le pouvoir judiciaire avait créé une commission chargée de promouvoir des réformes administratives à l'effet de déconcentrer les fonctions de la Cour suprême.

III.A.2. Donner au Conseil national de la magistrature le pouvoir de nommer et de révoquer les juges

41. La mise en oeuvre de cette recommandation exige une modification de la Constitution (voir les paragraphes 14 à 16 du corps du rapport au sujet de la réforme de la Constitution).

42. Cela étant, le Conseil national de la magistrature nouvellement désigné a déjà entamé le processus de sélection des avocats qui seront nommés juges de paix par la Cour suprême de justice.

III.A.3. Etablir le principe de la responsabilité administrative des juges devant le Conseil national de la magistrature

43. Pour mettre en oeuvre cette recommandation, il faudrait apporter des modifications à la loi organique relative au pouvoir judiciaire – aucune initiative n'a été prise en ce sens – et à la loi relative à la carrière judiciaire, ce dernier point étant examiné actuellement par une commission technique créée à cet effet par l'Assemblée législative et mentionnée plus haut à la section I.E.

III.A.4. Créer une entité indépendante chargée d'autoriser et de réglementer l'exercice de la profession d'avocat ou de notaire

44. La mise en oeuvre de cette recommandation exige une modification de la Constitution (voir les paragraphes 14 à 16 du corps du rapport sur la question de la réforme de la Constitution).

III.A.5. Créer de nouveaux tribunaux et améliorer la rémunération des juges

45. La Cour suprême de justice avait créé de nouveaux tribunaux et amélioré la rémunération des juges avant que ne soit publié le rapport de la Commission de la vérité. Le nombre des tribunaux a beaucoup augmenté depuis 1989. C'est ainsi que le nombre des tribunaux de première instance est passé de 87 en 1989 à 120 en mars 1993. Depuis 1989, la rémunération des juges a pratiquement doublé. On accroît progressivement, comme l'exigeaient les Accords de paix, le montant des crédits budgétaires alloués au pouvoir judiciaire.

46. En 1992, les tribunaux de district Nos 9 et 10 (juzgados de paz) ont été créés en San Salvador, et des tribunaux de la jeunesse et des tribunaux civils ont été créés dans les régions avoisinantes (Soyapango et San Marcos); on a également créé la troisième chambre civile (premier secteur central), la troisième chambre pénale (premier secteur central), deux chambres de deuxième instance (deuxième et troisième secteurs orientaux), le deuxième tribunal civil de San Miguel et le troisième tribunal pénal de San Miguel.

III.A.6. a) à d). Renforcer le respect des garanties prévues par la loi

47. La mise en application de cette recommandation est une oeuvre de longue haleine. Sur la recommandation du pouvoir exécutif, l'Assemblée législative a adopté des mesures importantes en ce sens, par exemple en supprimant l'obligation faite aux juges des juridictions inférieures de consulter les juges des juridictions supérieures, et en approuvant les modifications que le Ministère de la justice avait proposé d'apporter au code de procédure pénale actuel pour ce qui est des droits du prévenu. Le droit de bénéficier d'une procédure régulière est encore renforcé dans les projets de nouveau code pénal et de nouveau code de procédure pénale. Plusieurs mesures administratives allant dans ce sens sont mises en oeuvre ou sont sur le point d'être adoptées.

48. En ce qui concerne le sous-paragraphe a), la Ley de Defensoría Pública interdit à la police d'interroger le prévenu en dehors de la présence de son avocat. Par ailleurs, le Ministère de la justice a élaboré un projet de loi qui dénie expressément toute valeur à l'aveu extrajudiciaire. Le sous-paragraphe b) figure dans le code de procédure pénale. On note des progrès en ce qui concerne le sous-paragraphe c), mais la police nationale n'applique pas intégralement les dispositions relatives aux délais maximums. Le sous-paragraphe d) est visé par les instruments mentionnés à propos des sous-paragraphe a) et b).

III.A.7. Donner la priorité à l'école de formation des personnels de la justice

49. L'école de formation des personnels de la justice relève désormais du Conseil national de la magistrature, lequel a entrepris de la renforcer et d'en améliorer le fonctionnement et est à la recherche d'une assistance technique internationale. Le Gouvernement appuie ces efforts.

50. Le Programme de reconstruction nationale évalue à 12 millions de dollars des Etats-Unis le montant de l'aide financière extérieure dont l'école aura besoin pour la période 1993-1996. De ce montant, 3,9 millions de dollars sont disponibles (900 millions proviennent du Gouvernement salvadorien, et 3 millions d'USAID); il reste donc à trouver 8,1 millions de dollars.

III.B. Protection des droits de l'homme

51. Comme on le lira plus loin, nombre de ces recommandations sont sur le point d'être mises en oeuvre et d'autres font l'objet de consultations continues. Le Gouvernement et la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL discutent ces questions lors de réunions bilatérales qui ont lieu régulièrement.

52. On lira ci-après une évaluation de la situation du point de vue de l'application des recommandations faites par la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL :

a) Signature ou ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le Gouvernement a exprimé sa volonté de signer ou de faire ratifier prochainement les conventions relatives aux droits de l'homme, mis à part celle qui reconnaît la juridiction obligatoire de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. En ce qui concerne les conventions de l'OIT, le Gouvernement a déclaré qu'elles seraient examinées dans le cadre des consultations menées au sein de l'instance de consultation économique et sociale;

b) Réforme des structures et du fonctionnement du pouvoir judiciaire. Même si l'application des recommandations de l'ONUSAL appelle des modifications de la Constitution, des réformes en profondeur sont entreprises en vue d'une pareille application. Certaines de ces réformes ont déjà été approuvées par l'Assemblée législative, d'autres sont débattues dans les milieux judiciaires (voir aussi la section III.A.6);

c) Etablissement d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur les exécutions arbitraires. Tout en se disant résolu à donner la priorité aux enquêtes à ouvrir sur les cas signalés par l'ONUSAL et les ONG comme pouvant être des cas d'exécutions arbitraires, le Gouvernement a indiqué qu'il était impossible de créer une commission spéciale, car les institutions du pays ne prévoient pas un tel mécanisme d'enquête. Aussi a-t-il été décidé de donner suite à la recommandation en établissant un mécanisme devant permettre d'enquêter sur les cas qui, selon l'ONUSAL, justifient une enquête;

d) Mesures visant à donner toute leur efficacité aux recours en habeas corpus et en amparo et à rendre ceux-ci accessibles. Un projet de loi modifiant la législation relative à l'habeas corpus fait l'objet d'un débat national. Dans l'ensemble, le projet du Gouvernement marque un pas dans la bonne direction, même si l'on pourrait aller plus loin sur la voie du renforcement de la protection. Si l'on voulait garantir pleinement l'habeas corpus, il faudrait apporter des modifications à la Constitution pour permettre aux intéressés de s'adresser à l'organe juridictionnel, alors que cette possibilité n'est ouverte actuellement qu'à la chambre constitutionnelle de la Cour suprême.

L'application de la recommandation relative à l'amparo est en suspens, aucune proposition n'ayant été faite à ce jour;

e) Fonds d'indemnisation des victimes. Le Gouvernement est en train de réaliser une évaluation préliminaire de cette recommandation et étudie les diverses modalités d'établissement d'un tel fonds (voir aussi plus loin la section IV). La Commission non gouvernementale des droits de l'homme d'El Salvador a élaboré et présenté à l'Assemblée législative une proposition de loi portant création d'un fonds spécial destiné à indemniser les victimes et à promouvoir la réconciliation nationale. Cette proposition comporte des éléments constructifs dont il faudrait tenir compte en vue de l'application de la recommandation;

f) Recommandation visant à améliorer la composition et à renforcer les pouvoirs du Conseil national de la magistrature et l'indépendance de l'école de formation des personnels de la justice. Pareille recommandation appelle des modifications de la loi portant création du Conseil national de la magistrature et de la Constitution. Les modalités de mise en oeuvre de la recommandation doivent encore être précisées;

g) Elimination de l'aveu extrajudiciaire. La nouvelle Ley de Defensoria Publica (Loi relative à la défense des libertés publiques) et les réformes introduites dans le Code de procédure pénale et la loi organique régissant l'action du Ministère public s'agissant du contrôle de la défense des accusés se sont traduites par une diminution du nombre des cas d'aveux extrajudiciaires. Le Ministère de la justice a également élaboré un projet de loi tendant expressément à invalider l'aveu extrajudiciaire, projet qui, une fois adopté, après avoir été l'objet de consultations avec la magistrature et avoir été présenté à l'Assemblée législative constituerait une mesure importante dans le sens de l'application de cette recommandation (voir également sect. III.A.6).

h) Qualification de la torture et de la disparition forcée comme infractions aux termes d'une loi pénale spéciale. Le nouveau projet de code pénal établi par le Ministère de la justice qualifie la torture d'infraction contre les droits fondamentaux de l'individu. Sont également qualifiées d'infraction la disparition forcée proprement dite, la disparition forcée qui est le fait d'individus agissant sur ordres officiels et la disparition forcée impliquant la responsabilité de quiconque a autorisé ou souscrit à la commission de ce crime. L'application de la recommandation qui a commencé par la proposition du Ministère de la justice s'achèvera avec l'adoption de la loi pertinente (voir sect. III.B.6).

i) Loi régissant le comportement des responsables de l'application des lois. Le Ministère de la justice a fait un premier pas en élaborant un projet de loi portant réglementation de l'internement administratif qui vise à prévenir les excès et abus dans l'emploi de la force physique à l'occasion de la détention d'individus grâce à l'incorporation dans le droit interne du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies (voir également sect. II.B.4.a).

j) Abolition de la détention arbitraire pour délits mineurs. L'ONUSAL, agissant en coopération avec la police nationale, la police nationale civile, la Cour suprême et les municipalités, a entamé l'application de cette

recommandation. En attendant l'adoption des réformes judiciaires, diverses opérations de vérification ont été menées et une instruction policière tendant à réduire les cas de détention arbitraire de ce type a été adoptée (voir également sect. III.B.4.a).

k) Application transitoire du Code de procédure en matière d'arrestation ou d'amende administrative. L'instruction policière susmentionnée vise à substituer la Loi relative aux procédures en matière d'imposition d'amendes en cas d'arrestation ou d'amendes administrative (décret-loi No 457) aux dispositions caduques de la loi de police de 1886 ou de procédures illégales. Il faudrait d'urgence instituer à l'intention de la police nationale civile, de la police nationale, de la police municipale et du groupe de la lutte contre les stupéfiants, un programme stipulant l'application obligatoire du décret No 457 pendant la période de transition en attendant l'élaboration de la loi de police 1886 et le désaisissement de la police des cas de délits mineurs.

l) Modification du régime disciplinaire prévu par la Loi sur la carrière judiciaire afin que la Cour suprême ou son président puisse enquêter d'office sur les violations des droits de la défense ou sur les irrégularités commises dans ce domaine. L'ONUSAL mène des consultations avec la Cour suprême aux fins de l'application de cette recommandation qui est essentielle pour assurer l'efficacité des garanties de la légalité, notamment le droit de toute personne d'être défendu, d'être jugé par un tribunal compétent dans un délai raisonnable et le droit à un procès impartial.

m) Autorisation donnée au Comité de la liberté syndicale de l'OIT de se rendre en El Salvador. Le Comité effectuera cette visite en application de la recommandation.

n) Enquête de la Cour suprême de justice sur les violations des droits de la défense. Le régime disciplinaire prévu par la Loi sur la carrière judiciaire n'a pas encore été modifié en vue de permettre à la Cour suprême de justice ou à son Président d'enquêter d'office et efficacement sur toutes irrégularités ou violations concernant le droit au respect de la légalité, notamment celles signalées par le Bureau du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme. La Division des droits de l'homme a renvoyé à la Cour suprême une liste de cas où la responsabilité de certains juges semblerait en jeu. La Cour mène une enquête sur ce sujet.

o) Personnalité juridique reconnue aux associations et aux syndicats. En dépit de certains progrès enregistrés dans le cadre du mécanisme de consultation, cette recommandation n'a pas encore été appliquée.

p) Formation militaire. L'application de cette recommandation qui est en cours devrait, de par la nature même de celle-ci, être un processus permanent. La Division des droits de l'homme proposera aux forces armées un programme de coopération spécial en la matière (voir également sect. II.A.5).

q) Regroupement des armes de guerre. L'application partielle de cette recommandation a commencé. Le Gouvernement s'est engagé à récupérer les armes restantes qui se trouvent dans diverses institutions et à les remplacer par d'autres armes mieux adaptées d'ici le 20 novembre. Le reste des armes de guerre qui se trouvent entre les mains de civils et d'anciens militaires seront

récupérées après l'adoption de la loi relative au contrôle des armes, des munitions, explosifs et articles similaires, dont le Gouvernement a présenté un projet à l'Assemblée législative le 25 août 1993. Une autre version de cette même loi élaborée par la COPAZ est en cours d'examen aux fins de présentation à l'Assemblée.

r) Autonomie budgétaire du Bureau du Procureur. Cette recommandation doit être appliquée conformément aux règles générales relatives à la comptabilité publique. Néanmoins, les consultations entre le Gouvernement et le Procureur prescrites à ce titre n'ont pas encore commencé.

s) Facilités données aux ONG et levée des obstacles mis à leurs activités. Les demandes de reconnaissance de personnalité juridique présentées par les ONG sont toujours en instance d'examen.

III.B.1. Renforcer les services du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme

53. Le Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme applique les recommandations conformément au calendrier qu'il a arrêté. Des bureaux régionaux ont déjà été ouverts dans trois villes (Santa Ana, San Vicente et San Miguel). Un accord de coopération officiel a été signé avec l'ONUSAL.

III.B.2. Donner toute leur efficacité aux recours en habeas corpus et en amparo : Accroître les pouvoirs des juges et veiller à ce que ces garanties ne puissent jamais être suspendues

54. Conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur (art. 29), les garanties d'amparo et d'habeas corpus ne peuvent être suspendues même en période d'état d'urgence.

55. Le Ministère de la justice élabore un projet de loi sur le recours en habeas corpus. Ce recours qui répond aux impératifs de la protection de la liberté personnelle de l'individu et des autres droits fondamentaux connexes peut être exercé jusque devant les cours d'appel.

56. Il faudrait amender la Constitution pour étendre ce champ d'application aux tribunaux de première instance et aux juges de paix (voir les paragraphes 14 à 16 du corps du présent rapport consacrés à la question de la réforme constitutionnelle).

57. Aucune proposition n'ayant été adoptée à ce jour concernant le recours en amparo, aucune partie de cette recommandation n'a encore été appliquée (voir également sect. III.B, recommandation 4).

III.B.3. Donner valeur constitutionnelle aux dispositions relatives aux droits de l'homme et aux instruments internationaux consacrés à la matière

58. Le Gouvernement a informé l'ONUSAL que sous les réserves que la Constitution pourrait imposer, il encouragerait la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ci-après : Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques; Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains

ou dégradants; Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture; Protocole additionnel à la Convention interaméricaine relative aux droits de l'homme traitant des droits économiques, sociaux et culturels et Convention interaméricaine sur l'octroi de droits politiques aux femmes.

59. Le Gouvernement a également informé l'ONUSAL qu'il n'encouragerait pas la reconnaissance de la compétence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

60. La recommandation 1 de la section III.B. s'applique également.

III.B.4 a) à c) Réviser le régime de l'internement administratif

61. Le Ministre de la justice a informé l'Assemblée législative que le projet de loi qui lui serait présenté prochainement tendait à restreindre considérablement le régime de l'internement administratif.

62. S'agissant des alinéas a) et b), le Ministère de la justice a établi les deux textes suivants : projet de réglementation des arrestations effectuées par la police (tendant à prévenir le recours excessif à la violence à l'occasion des arrestations). Ce texte s'inspire du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois; et projet de règlement limitant la durée de l'internement administratif de manière à ce que le suspect puisse être déféré devant les autorités judiciaires dans un délai de 24 heures.

63. L'objectif fixé à l'alinéa c) peut être atteint par l'approbation de la Loi relative à la police de 1886. Le Gouvernement y a consenti, mais aucun projet de loi n'a encore été établi. Par ailleurs, le Ministère de la justice a proposé d'élaborer une loi en vertu de laquelle la compétence exercée par la police à raison des délits mineurs serait attribuée exclusivement aux juges de paix dans le but de préserver le principe du monopole de juridiction. La Division des droits de l'homme coopère avec le Ministère à cet égard.

III.B.5. Renforcer le système d'information sur les détenus en collaboration avec le Bureau du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme

64. Le système d'information actuel de la Cour suprême est considéré comme très moderne et son extension au Bureau du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme doit être envisagée en coordination avec la Cour.

65. Le système informatisé de la Cour suprême renseigne sur toute personne détenue pour des motifs judiciaires et non judiciaires. Le Bureau du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme qui organise son propre système y a accès. Toutefois, le Procureur n'est pas informé de toutes les arrestations, ainsi que le stipule la Constitution de la République (art. 194.I.5).

III.B.6. Créer de nouvelles catégories d'infraction

66. Le projet de code pénal en cours d'élaboration par le Ministère de la justice prévoit de nouvelles infractions pénales commises avec l'appui direct ou indirect de l'appareil d'Etat. Parmi les infractions contre les garanties fondamentales de la personne humaine, on citera la torture pratiquée par les

personnes agissant en qualité officielle. Le code envisage le cas où toute personne dotée de la qualité officielle ayant le pouvoir d'éviter ou de prévenir des tortures ne le ferait pas. Sont également interdits le génocide et la disparition forcée de toute personne imputable à un agent agissant en qualité officielle. Quiconque est coupable d'avoir autorisé la commission de ces infractions par d'autres est passible de sanctions. L'ONUSAL évalue ces amendements.

III.B.7. Indemniser les victimes de violations des droits de l'homme

67. Le code pénal en vigueur prévoit la réparation des dommages résultant de la commission d'une infraction par le biais de l'institution dite des "conséquences civiles de l'infraction" suivant les règles établies en matière de saisie. D'après le projet de code pénal, l'indemnisation à raison de dommage sera accordée en vertu de l'institution dite des "conséquences civiles de l'acte punissable".

68. Le projet de code de procédure pénale établit une procédure de réparation par saisine du tribunal qui a prononcé la sentence à l'issue du procès pénal. S'il juge l'action recevable, le tribunal donne l'ordre de réparer les dommages après avoir tenu une audience de règlement. Si la réforme envisagée ne constitue pas en elle-même "un recours simple, rapide et accessible" ainsi que l'a recommandé la Commission de la vérité, elle présente, par rapport à la procédure en vigueur, l'avantage de permettre de mieux évaluer la réparation, voire d'aboutir à un règlement en certaines espèces, vu son caractère spécial.

69. Nonobstant ce qui précède, il serait souhaitable, ainsi que la Commission l'a recommandé, d'adopter un texte de loi distinguant entre la procédure de réparation telle qu'envisagée dans les codes et celle résultant de violations des droits de l'homme.

III.B.8. Ratifier les instruments internationaux et accepter la compétence obligatoire de la Cour interaméricaine des droits de l'homme

70. L'observation relative à la section III.B.3 vaut en l'occurrence.

III.C. Police nationale civile

III.C.1. Mettre en place le mécanisme d'enquête au sein de la police nationale civile et dissoudre la Commission d'enquête sur les faits délictueux.

71. L'observation relative à la section II.C s'applique.

IV. MESURES DE RECONCILIATION NATIONALE

IV.A. Fonds spécial pour l'indemnisation des victimes

72. Avant de se prononcer définitivement, le Gouvernement entreprend actuellement une étude de faisabilité en vue a) de recenser les éventuels bénéficiaires d'un fonds spécial; b) de déterminer le coût d'un tel fonds; et c) d'examiner la possibilité d'obtenir les ressources nécessaires (voir sect. III.B, recommandation 5).

IV.B. Edification d'un monument national où seront inscrits les noms des victimes; réhabilitation des victimes et proclamation d'une journée nationale à la mémoire

73. Le Gouvernement réfléchit au choix d'un site aux fins de l'édification d'un monument national. Dans leurs déclarations publiques, les deux parties ont réhabilité les victimes et lancé un appel à la réconciliation. L'Assemblée législative a déclaré le 16 janvier jour férié national.

IV.C. Forum de la vérité et de la réconciliation

74. La COPAZ se prononcera vraisemblablement bientôt sur son examen des recommandations.

IV.D. Mesures de suivi adoptées au niveau international

75. L'ONU assure un suivi constant et continuera de le faire.
